L'État islamique et la nébuleuse djihadiste au Liban et en Jordanie

Élisabeth Marteu

Dans Politique étrangère 2016/1 Printemps , pages 107 à 122
Éditions Institut français des relations internationales

ISSN 0032-342X
ISBN 9782365674836
DOI 10.3917/pe.161.0107
Date de mise en ligne : 02/03/2016

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-1-page-107?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

L'État islamique et la nébuleuse djihadiste au Liban et en Jordanie

Par **Elisabeth Marteu**

Elisabeth Marteu, titulaire d'un doctorat de l'Institut d'études politiques de Paris, est chercheur spécialiste du Moyen-Orient. Elle a notamment dirigé l'ouvrage *Civil Organizations and Protest Movements in Israel* (Basingstoke, Palgrave, 2009).

La guerre en Syrie tend à déborder sur les États voisins. Le Liban est particulièrement touché, du fait notamment du soutien actif du Hezbollah au régime syrien. La mouvance djihadiste s'y développe et la stratégie anti-chiite de l'État islamique y a une résonance particulière. En Jordanie, l'État islamique séduit également de plus en plus de jeunes. Le régime hachémite surveille la mouvance salafiste de près mais il ne serait pas surprenant qu'Amman devienne la cible d'attaques terroristes.

politique étrangère

Depuis 2011, la crise syrienne impacte directement les pays limitrophes comme le Liban et la Jordanie, notamment au regard de l'exacerbation de la menace djihadiste. Déjà confrontés à cette problématique depuis les années 1990, ces deux pays font face aujourd'hui à une porosité accrue avec la scène djihadiste syrienne et à un processus de radicalisation intérieure. Depuis l'été 2014, le succès de l'État islamique (EI) en Syrie et en Irak a accompagné un processus de revigoration de la sphère salafiste djihadiste régionale, tout en provoquant des réajustements internes et des tensions avec les réseaux préalablement établis par Al-Qaïda.

Ce phénomène met aussi au jour des enjeux et des modes d'action différents selon les contextes nationaux et la nature des réseaux salafistes djihadistes préexistants. Le Liban et la Jordanie donnent ainsi à voir des réalités djihadistes contrastées : l'accent est mis sur la lutte entre sunnites et chiites au Liban, tandis que la déstabilisation intérieure contre la monarchie hachémite prime en Jordanie. Par ailleurs, la fragmentation et l'autonomie des structures salafistes djihadistes au Liban tranche avec le contrôle étroit opéré par les services de renseignement jordaniens. Le Liban est aujourd'hui directement impacté par les débordements de la

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

crise syrienne sur son sol, en particulier autour de la région d'Ersal déstabilisée par l'activité de Jabhat Al-Nusra et de l'État islamique, ou dans des villes comme Tripoli où les groupes islamistes locaux n'hésitent pas à affronter l'armée libanaise. La Jordanie est, elle, marquée par l'augmentation des sympathies djihadistes, en particulier dans les tribus transjordaniennes, mais n'a pas encore été touchée par des vagues de violence ou d'attentats.

Au-delà des sympathisants que l'EI draine dans la région, la distinction entre les réseaux al-qaïdistes et l'EI est souvent difficile. Si les leaders revendiquent des allégeances (*bay'a*) différentes et concurrentielles, les « carrières djihadistes » révèlent souvent de changements opportunistes et fluides. La place de l'EI dans la nébuleuse djihadiste au Liban et en Jordanie est donc indéniable, mais rien ne permet de dire qu'elle est monopolistique. Les filières al-qaïdistes, quoique mises à mal par les succès médiatiques, territoriaux, et l'attraction opérée par la mouvance d'Al-Baghdadi, n'ont pas disparu. L'enlisement du conflit syrien et l'avènement de l'EI ont surtout agi comme un appel d'air pour revigorer la nébuleuse salafiste régionale et pour attirer de nouveaux sympathisants, plus jeunes et potentiellement mobilisables contre leurs pays d'origine.

Le salafisme djihadiste en Jordanie

Un terreau fertile pour la salafiyya

La Jordanie occupe une « place particulière dans la géographie islamiste, plus particulièrement dans celle du courant salafiste. Relativement négligée dans les études consacrées à la *salafiyya*, elle a produit depuis près de trente ans quasiment autant d'oulémas salafistes – toutes tendances confondues – que l'Arabie Saoudite » (Caillet, 2011). En effet, dès les années 1970, la Jordanie voit l'émergence de prédicateurs salafistes, notamment influencés par la propagande wahhabite saoudienne. Les autorités jordaniennes décident d'abord de laisser se développer cette mouvance quiétiste dans l'espoir qu'elle puisse concurrencer les Frères musulmans. Un des fondateurs du salafisme jordanien, Muhammad Nasr Al-Din Al-Albani, développe ainsi le salafisme jordanien quiétiste sur le modèle du salafisme saoudien : conservateur, non violent et pro-régime (Sowel, 2015). Au même moment se développe en Jordanie une mouvance djihadiste pensée par l'un des principaux théoriciens de l'internationalisation du djihad afghan, Abdallah Azzam. Dans les années 1990, un nouveau modèle salafiste voit le jour en Jordanie, guidé par un Jordanien d'origine palestinienne, Issam Al-Barqawi, connu sous

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

le nom d'Abu Muhammad Al-Maqdissi, qui devient un des principaux artisans intellectuels et théologiques d'Al-Qaïda.

L'arrivée dans les années 1990 d'une nouvelle génération salafiste ayant combattu en Afghanistan marque les débuts de l'essor du salafisme djihadiste en Jordanie. Parmi ces combattants figure Ahmad Al-Khalayaleh, originaire de Zarqa et plus connu sous le nom d'Abu Musab Al-Zarqawi. Il se mobilise aux côtés d'Al-Maqdissi au début des années 1990, et leur passage conjoint en prison permet à Al-Zarqawi de renforcer son influence charismatique et de développer une vision plus intransigeante du djihad. Après sa libération en 1999 et un passage par l'Afghanistan, Al-Zarqawi finit par rejoindre l'Irak en 2003, où son groupe est officiellement reconnu par Oussama Ben Laden comme le relais d'Al-Qaïda en Mésopotamie. Parmi les multiples attaques d'Al-Zarqawi contre les intérêts jordaniens figurent : l'assassinat du diplomate américain Laurence Foley, en octobre 2002, l'attaque au camion piégé contre l'ambassade de Jordanie en Irak en août 2003, le lancement de roquettes sur un navire américain au large d'Aqaba en août 2005 ; ainsi que les attaques-suicides simultanées contre trois grands hôtels d'Amman en novembre 2005. La mort en juin 2006 d'Al-Zarqawi en Irak, dans un bombardement américain, marque la fin des attentats d'envergure en Jordanie.

La conduite djihadiste d'Al-Zarqawi a été critiquée par Al-Maqdissi, qui lui a reproché de semer la discorde en tuant des musulmans, notamment en ciblant la communauté chiite en Irak. Rejouant une opposition qui avait déjà eu lieu entre Abdallah Azzam et Ayman Al-Zawahiri (deux mentors et proches de Ben Laden), les tensions entre Zarqawi et Maqdissi portaient les germes de l'actuel combat auquel se livrent les partisans d'Al-Qaïda et de l'EI, tant au regard des modes d'action que de leur stratégie politique à long terme. À sa sortie de prison en 2008, Al-Maqdissi tente de retrouver une centralité sur la scène djihadiste en poursuivant l'idée du « djihad lointain », notamment en Afghanistan, et de recentrage de la lutte contre les intérêts occidentaux et en faveur de la libération de la Palestine. Cette politique de cohabitation et d'accommodement pacifique avec les autorités jordaniennes fait déjà l'objet à cette époque de critiques de la part des pro-Zarqawi, qui reprochent à Maqdissi son « djihad doré » en Jordanie (Abu Rumman, Abu Haniya, 2012). Ré-emprisonné en 2010, Al-Maqdissi se trouve en détention lorsque les révoltes arabes et la crise syrienne débutent en 2011. Son absence a probablement facilité l'émergence d'autres personnalités salafistes, comme Muhammad Al-Shalabi (Abu Sayyaf), de Ma'an, ou encore Saad Al-Hunayti devenu par la suite une « figure » de l'État islamique.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Entre champ de bataille syrien et bombe à retardement jordanienne

Au début de la crise syrienne en 2011, la scène salafiste jordanienne organise des manifestations à Amman pour réclamer le respect de la loi islamique et la libération de prisonniers. Cette frange salafiste traditionnaliste quiétiste, acceptée et étroitement surveillée par l'État jordanien, est rapidement critiquée par les salafistes djihadistes qui lui reprochent sa compromission à l'égard des régimes arabes. Au mois d'avril 2011, les premiers heurts éclatent entre salafistes djihadistes et autorités jordaniennes dans la ville de Zarqa. Al-Maqdissi appelle au calme et à la négociation avec le gouvernement. Cependant, la militarisation rapide de la guerre en Syrie et l'allégeance de Jabhat Al-Nusra à Al-Qaïda en 2012 changent la donne à mesure que des combattants jordaniens rejoignent les rangs de groupes islamistes et/ou djihadistes en Syrie (Jabhat Al-Nusra, brigades Abdallah Azzam, Fatah Al-Islam, Jund Al-Sham, les bataillons Faruq, etc.). Les combattants jordaniens acquièrent alors un rôle central au sein de Jabhat Al-Nusra dans la province de Deraa, certains occupant des postes de commandement comme Mustapha Abd Al-Latif (Abu Anas Al-Sahab, commandeur à Deraa), ou Lyad Al-Tubasi (Abu Julaybib, commandant de la zone sud de Damas à Deraa). Dès 2012, il est évident qu'Al-Maqdissi soutient les combats de Jabhat Al-Nusra, même si les leaders jordaniens continuent de nier toute implication dans les filières de recrutement vers la Syrie.

La création en avril 2013 de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) provoque un bouleversement majeur dans la sphère djihadiste jordanienne. D'une part, la pression gouvernementale sur les leaders al-qaïdistes se trouve renforcée par les prises de position publiques des différentes « figures » du djihad, alors que Jabhat Al-Nusra déclare son allégeance à Al-Qaïda. D'autre part, la scission entre Al-Qaïda et l'EIIL exacerbe les tensions entre les pro-Zarqawi et les pro-Maqdissi, et donc entre les pro-EI et les pro-Al-Qaïda. Ces tensions sont exprimées par Al-Maqdissi et une autre figure du djihadisme jordanien, Abu Qatada – extradé par la Grande Bretagne en Jordanie en juillet 2013 –, qui critiquent les méthodes de l'EI et appellent Al-Baghdadi à faire allégeance à Ayman Al-Zawahiri. Al-Maqdissi est libéré en juin 2014, et Abu Qatada en septembre de la même année. S'ils sont soutenus par des personnalités locales, la « branche radicale » des pro-Zarqawi réussit, elle, à mobiliser davantage de soutiens, en particulier chez les jeunes galvanisés par les conquêtes territoriales de l'EI et par le sentiment de rejoindre le camp des vainqueurs. Le contrôle étroit de la frontière syrienne par les autorités

Un bouleversement majeur dans la sphère djihadiste jordanienne

ACTUALITÉS
Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

jordaniennes a également forcé les candidats au djihad à passer par la Turquie et à rejoindre les territoires du Nord et donc les rangs de l'EI.

En 2014, plusieurs manifestations de soutien à l'EI sont organisées dans la ville de Ma'an, et le drapeau noir est hissé sur les toits de la ville. En mai 2014, l'EI diffuse une vidéo appelant au soulèvement des Jordaniens de Ma'an contre la monarchie hachémite (accusée de collaborer avec l'Occident et Israël) et condamnant ceux qui se sont détournés du djihad en critiquant l'EI. En octobre 2014, l'EI annonce la défection de plusieurs combattants importants de Jabhat Al-Nusra partis rejoindre les rangs d'Al-Baghdadi, comme Al-Hunayti, Omar Mehdi Zaydan (qui serait aujourd'hui responsable des programmes d'éducation à Raqqa), et Jaafar Shami. Abu Muhammad Al-Tahawi, aujourd'hui emprisonné en Jordanie, a lui aussi prêté allégeance à l'EI (autour de son collectif « Les fils de la prédication salafiste-djihadiste de Jordanie »). Personnalité influente de la scène salafiste djihadiste jordanienne, son « basculement » à l'EI est symptomatique de la mise en difficulté des réseaux al-qaïdistes face au « phénomène Daech ».

Inquiètes des conséquences sécuritaires de l'afflux de combattants jordaniens en Syrie (plus de 2 000) et soucieuses de garder leur contrôle de la scène djihadiste intérieure, les autorités jordaniennes procèdent depuis 2013 à de nombreuses arrestations, tout en laissant en liberté certains prédicateurs influents comme Abu Sayyaf à Ma'an tant qu'il ne menace pas directement la monarchie[1]. Comme le précisait Romain Caillet dès 2011 : « La Jordanie a trouvé un équilibre dans la gestion de la *salafiyya*. Elle a fait des quiétistes des partenaires tactiques privilégiés du régime, tout en laissant aux djihadistes des espaces d'expression publique fortement contrôlés. » Al-Maqdissi et Abu Qatada souffrent aujourd'hui de cette stratégie de contrôle et sont suspectés d'avoir été cooptés par les services de renseignement jordaniens. L'affaire Kassasbeh – du nom du pilote jordanien pris en otage par l'EI le 24 décembre 2014 – a renforcé ces allégations. Al-Maqdissi est alors placé en résidence surveillée. Le 6 février 2015, il apparaît à la télévision jordanienne (avec très probablement l'assentiment des autorités) pour s'en prendre directement à Al-Baghdadi et réclamer un échange de prisonniers. En réalité, le pilote jordanien est déjà mort et l'EI n'a aucunement l'intention de négocier. Al-Maqdissi condamne l'attitude de l'EI, qui lui répond en l'accusant d'être un « agent américain ».

1. Pour Hasan Abu Hanieh, la Jordanie a d'abord fermé les yeux sur les flux de combattants djihadistes partis en Syrie, espérant qu'ils finissent par mourir sur le champ de bataille. À mesure que le conflit s'enlisait, les autorités d'Amman ont fini par arrêter les combattants et par fermer leur frontière (Philip Ma'ayeh, 2013).

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2025 sur https://www.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Carte 1



ACTUALITÉS
Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

L'affaire Kassasbeh a eu un retentissement majeur dans la sphère djihadiste jordanienne déjà en proie à de violents troubles. Aujourd'hui, les salafistes-djihadistes n'ont d'autre choix que la prudence. La Jordanie a renforcé son arsenal antiterroriste et procède régulièrement à des arrestations dans les milieux islamistes, qu'ils soient djihadistes ou Frères musulmans. Les autorités jordaniennes sont conscientes qu'une partie toujours plus importante de la population, notamment au sein de tribus déshéritées ou déclassées, est séduite par le discours intransigeant de l'EI. Le salafisme connaîtrait un succès croissant chez les Transjordaniens, et non plus seulement chez les Jordaniens d'origine palestinienne comme cela avait pu être le cas dans les années 1990 (Alami, 2015). Plus largement, l'accroissement des foyers salafistes, en particulier dans les villes de Ma'an, Zarqa, Irbid et Salt, pourrait fragiliser à terme les normes tribales au sein des clans transjordaniens considérés comme les piliers de stabilité de la monarchie hachémite (Schenker, 2014).

L'État islamique peut-il s'étendre en Jordanie ?

Le Royaume hachémite fait partie des cibles logiques de l'EI puisqu'il se situe dans l'espace géostratégique de ses ambitions levantines (référence au *bilad Al-Sham*). Néanmoins, depuis la prise de Palmyre en mai 2015 en Syrie et son ancrage dans la région irakienne d'Al-Anbar, les « frontières » de l'EI semblent avoir atteint leur extension maximale. En ce sens, l'EI ne semble pas en mesure de se rapprocher de la frontière jordanienne, à partir du sud syrien, tant que la région est occupée soit par le régime, soit par l'opposition dominée par le Front sud et le Jabhat Al-Nusra. Si l'EI venait à faire une percée significative dans le Djebel druze du sud de la Syrie, il pourrait alors conjuguer ses forces avec certains groupes locaux lui ayant prêté allégeance (comme les brigades Shuhada Al-Yarmouk enclavées entre les frontières israélienne et jordanienne), et menacer directement le nord de la Jordanie. En outre, l'EI se situe à seulement quelques kilomètres de la frontière jordanienne du côté irakien sur la route de Rutbah dans la région d'Al-Anbar. Le poste frontière de Trebil a déjà fait l'objet d'attaques, mais la Jordanie s'évertue à passer des messages aux tribus pour empêcher l'EI de conquérir les points de passage.

Afin de se prémunir contre toute déstabilisation de ses frontières Nord et Est, la Jordanie a renforcé son arsenal militaire et son système de surveillance. L'armée a ainsi conduit des raids contre des tentatives d'infiltration. La Jordanie a également fait le choix de participer aux actions de la coalition internationale en Syrie et en Irak, au risque d'attiser davantage les velléités djihadistes. Le roi en personne affiche, depuis l'affaire Kassasbeh, sa détermination dans le combat contre l'EI. La menace djihadiste est d'autant plus forte que la Jordanie est un des premiers pourvoyeurs de

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

combattants islamistes. Leur retour en Jordanie (à l'instar des combattants revenus d'Afghanistan dans les années 1990) ne devrait pas manquer de déstabiliser la monarchie hachémite.

La nébuleuse salafiste djihadiste au Liban

Le salafisme djihadiste libanais : entre localisme et djihad global

Au cours des années 1980 et 1990, le salafisme se développe au Liban, en particulier à Tripoli, puis à Saïda et dans les camps de réfugiés palestiniens. Tripoli a une longue histoire salafiste, qu'attestent l'influence du Sheikh Salim-Al-Shahal dans les années 1950 et la formation du premier groupe salafiste connu sous le nom de Shabab Mohammad. Plusieurs personnalités se sont par la suite illustrées, comme le fils de Salim Al-Shahal, Da'i Al-Islam Al-Shahal ou encore le Sheikh Saïd Cha'aban, fondateur du Mouvement d'unification islamique (Harakat Al-Tawhid Al-Islami) dans les années 1980. Au milieu des années 1990, Tripoli est à la fois le théâtre d'un développement salafiste financé par l'Arabie Saoudite, et soumise au régime syrien dont l'armée occupe la ville depuis 1985. L'essor du salafisme à Tripoli n'a pas pu se faire sans l'assentiment indirect du régime syrien qui y voit, par la même occasion, une opportunité d'affaiblir Rafik Hariri et les autres représentants politiques sunnites (Gade, 2015).

Dans les années 1990, outre des milliers de salafistes quiétistes, les salafistes djihadistes développent également leurs réseaux de recrutement partout dans le pays. La singularité politique libanaise et la guerre civile de 1975 à 1990 expliquent la militarisation de la plupart des groupes islamistes libanais. Face à la faiblesse des salafistes quiétistes, les courants djihadistes sont devenus populaires, en particulier auprès des jeunes sunnites qui nourrissent un ressentiment à l'égard des chiites et du Hezbollah (Caillet, 2013). Jusqu'au début des années 2000, le Liban est davantage utilisé comme une plaque tournante, financière et logistique, que comme une terre de djihad. Le retrait syrien du Liban en 2005 et le retour ou l'arrivée de salafistes radicaux (comme Omar Bakri, qui a résidé en Grande-Bretagne et est emprisonné au Liban depuis mai 2014) donnent alors un nouvel essor à la nébuleuse djihadiste libanaise.

Le nouvel essor de la nébuleuse djihadiste libanaise

Un tournant majeur s'opère en 2007 avec les violences de Nahr El-Bared, quand le groupe Fatah Al-Islam proclame un émirat islamique dans le camp de réfugiés palestiniens situé près de Tripoli. L'intervention de l'armée libanaise dure 111 jours et les combats font plus de 400 victimes. Fatah Al-Islam regroupait des Libanais, mais également des Saoudiens et des

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Syriens. Il est né de la « rencontre entre une logique identitaire locale et un phénomène importé directement d'Irak » (Rougier, 2007). Depuis lors, les groupes salafistes djihadistes au Liban ne sont plus seulement considérés comme des organisations locales pourvoyeuses de combattants au djihad lointain, ils sont aussi porteurs d'un agenda sunnite libanais ciblant les objectifs occidentaux et les institutions étatiques libanaises.

Comment la crise syrienne a revigoré le salafisme radical libanais

Le salafisme libanais a connu un essor considérable depuis 2011, en particulier dans les régions où la démographie sunnite est majoritaire, au nord du pays dans la ville de Tripoli jusqu'à la plaine du Akkar et dans le sud sur l'axe Beyrouth-Saïda. La faiblesse du camp du 14 mars et surtout l'effritement du *leadership* de Saad Hariri ont ouvert de nouvelles opportunités de contestation pour les salafistes. Plus que jamais, le Liban est devenu une terre de djihad permettant d'exprimer les frustrations sunnites à l'égard des chiites. Cette spécificité libanaise explique l'impact considérable du conflit syrien sur la nébuleuse salafiste libanaise. L'engagement public du Hezbollah en Syrie, depuis la bataille de Qussayr de février-avril 2012, a exacerbé la faille sectaire dans laquelle s'engouffrent massivement les salafistes quiétistes et djihadistes.

De nouvelles figures salafistes se sont imposées depuis 2011, comme Sheikh Ahmad Al-Asir près de Saïda. Le succès de cet imam de la mosquée Bilal Bin Rabah à Abra s'observe auprès des déçus sunnites de la marche du 14 mars et du Courant du futur. Al-Asir exhorte les salafistes à s'en prendre au Hezbollah. Ce discours sectaire séduit aujourd'hui au-delà des cercles salafistes, notamment auprès des jeunes réfugiés palestiniens du camp d'Aïn El-Héloué. Ses partisans s'en sont pris directement à l'armée libanaise en juin 2013, en attaquant un barrage routier à Abra. Après des affrontements violents, le sheikh a pris la fuite avant d'être arrêté en août 2015.

La ville de Tripoli est, elle aussi, particulièrement marquée par la crise syrienne. Les quartiers « ennemis » de Bab Al-Tebbané (sunnite et anti-régime syrien) et Jabal Mohsen (alaouite et pro-régime syrien) sont directement affectés par la polarisation induite par la crise syrienne. Les tensions historiques entre les deux quartiers se sont transformées depuis 2011 en affrontements violents. Tripoli se caractérise également par le dynamisme des groupes salafistes qui ont trouvé une nouvelle vigueur avec la proximité de la crise syrienne (Gade, 2013), alors même que la région est déjà historiquement marquée par la perméabilité socio-économique et politique avec le territoire syrien (Gade, 2015). Les groupes salafistes à Tripoli sont fragmentés et eux-mêmes divisés entre des notables salafistes politisés (en concurrence pour asseoir leur *leadership* sur la ville) et une jeunesse

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

proche du courant djihadiste qui n'a pas hésité ces dernières années à prendre les armes contre l'armée libanaise. Depuis 2012, les salafistes tripolitains font le lien direct entre la souffrance du peuple syrien et celle des sunnites du Liban, à l'instar du Sheikh Salim Al-Rifa'i qui condamne la collusion entre l'armée libanaise et le Hezbollah, et appelle dans ses prêches à la chute des régimes syrien et iranien (Gade, 2013).

Les camps de réfugiés palestiniens ne sont pas épargnés par les affrontements induits par la crise syrienne. Le camp d'Aïn El-Héloué, par exemple, est en proie à de vives tensions entre les différentes factions palestiniennes, en particulier entre le Fatah et les groupes islamistes affiliés à Al-Qaïda ou à l'État islamique. Des violences ont éclaté durant l'été 2015 entre les factions nationalistes et des combattants islamistes de Jund Al-Sham. Plus que Fatah Al-Islam ou Usbat Al-Ansar, il semblerait que Jund Al-Sham soit aujourd'hui le mouvement islamiste le plus mobilisé dans le camp et actif dans l'envoi de combattants en Syrie. L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et des représentants du Hamas ont cherché à jouer les médiateurs pour éviter que le scénario catastrophe de Nahr El-Bared en 2007 ne se reproduise à Aïn El-Héloué (Abu Amer 2015). La sûreté générale a également annoncé en octobre 2015 avoir arrêté trois Palestiniens du camp, soupçonnés d'appartenir à l'État islamique.

L'interpénétration des nébuleuses djihadistes libanaises et en syriennes

L'interpénétration entre les territoires libanais et syriens a accentué la porosité entre la nébuleuse salafiste djihadiste libanaise et les djihadistes combattants en Syrie. Près de 900 Libanais combattraient aujourd'hui en Syrie et en Irak, notamment avec le soutien de salafistes locaux du nord du Liban. Ils combattraient dans des groupes comme Fatah Al-Islam, Jund al-Sham, des brigades islamistes ou encore Jabhat Al-Nusra, et dans une moindre mesure l'État islamique.

Une scène salafiste djihadiste plurielle

Le Liban est également devenu un territoire d'affrontements tant pour les salafistes radicaux, que pour les relais du Jabhat Al-Nusra et de l'État islamique, qui attaquent l'armée et le Hezbollah. Les liens entre les notables salafistes radicaux et les salafistes djihadistes sont ténus, et la distinction est complexifiée par la réalité locale libanaise. Les groupes salafistes radicaux armés se divisent entre les membres de groupes locaux, les brigades Abdallah Azzam[2], les combattants de Jabhat Al-Nusra (branche libanaise) ou encore ceux ayant fait allégeance

2. Surtout actif au Liban contre les intérêts chiites, ce groupe proche d'Al-Qaïda revendique depuis peu son engagement en Syrie.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

à l'État islamique. En 2011, dans son ouvrage *L'Oumma en fragments*, Bernard Rougier décrivait déjà la concurrence, dans le nord du Liban, entre différents types de « combattants » ou « résistants » sunnites islamistes, aux objectifs et agendas parfois opposés. Cette complexité libanaise continue d'irriguer une scène salafiste djihadiste plurielle, qui partage, au moins *a minima*, l'objectif de lutter contre le Hezbollah et l'armée libanaise.

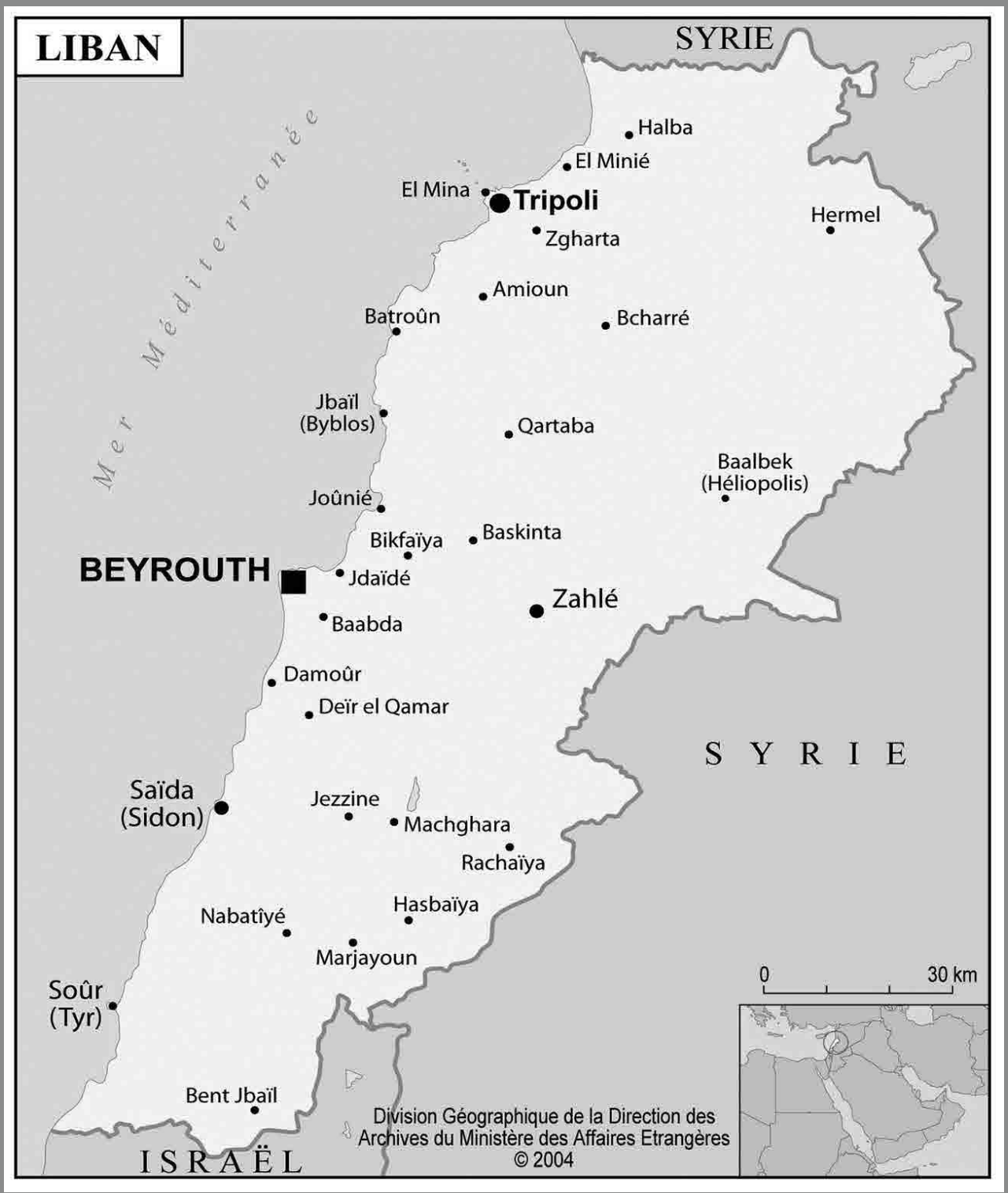
Au nord, la nébuleuse salafiste djihadiste reste très active. L'armée libanaise est mobilisée plus massivement depuis l'hiver 2014 autour de Tripoli, Minyé, Denniyé et dans le Akkar pour contenir les attaques de groupes islamistes radicaux, de milices locales et de djihadistes. L'alchimie circonstancielle entre ces groupes rend la situation particulièrement explosive. Les combats d'octobre 2014 ont révélé le poids de plusieurs militants salafistes locaux, ayant fait pour certains allégeance à Jabhat Al-Nusra ou à l'EI, comme Ahmad Mikati (chef de la cellule d' « Assoun », démantelée par l'armée), Ahmad Salim Mikati (arrêté à Denniyé), le tandem Chadi Mawlawi et Ousamma Mansour à Tripoli (qui ont conduit les combats de Bab Al-Tebbané), rejoints pour l'occasion par des salafistes mobilisés par le sheikh Khaled Hoblos. Plus de 150 militants ont été arrêtés dans le nord du Liban, mettant en évidence les connexions entre les espaces djihadistes du nord Liban et du nord-ouest de la Syrie.

À l'est du Liban, les combats dans le Qalamoun ont provoqué un afflux majeur de réfugiés et ont transformé les montagnes de l'Anti-Liban en zone de repli pour certains rebelles, y compris djihadistes. Depuis janvier 2013, Jabhat Al-Nusra est engagé sur le front oriental libanais (Hermel, Bekaa et Ersal) et représente le principal groupe djihadiste dans le Qalamoun (Abou Zeid 2015). La situation autour de la localité d'Ersal est devenue particulièrement chaotique depuis les combats d'août 2014 entre l'armée libanaise (soutenue par le Hezbollah) et une coalition de circonstance entre Jabhat Al-Nusra et l'État islamique. Si la ville a été libérée, ses alentours restent une zone d'islamisme radical et de violences quotidiennes. Les otages détenus par Jabhat Al-Nusra ont été libérés en décembre 2015, alors qu'une dizaine de soldats restent toujours otages de l'État islamique.

Depuis mai 2015, le Hezbollah s'est lancé dans de nouvelles opérations dans le Qalamoun pour reprendre les zones tenues par les rebelles syriens, y compris djihadistes. Ces opérations sont d'autant plus importantes pour le mouvement chiite qu'elles visent, d'une part, à préserver l'axe Beyrouth-Damas et, d'autre part, à protéger l'axe Damas-Homs pour assurer la continuité du régime Assad. Ces offensives n'empêchent cependant pas les assauts djihadistes sur le territoire libanais et les attaques contre l'armée et le Hezbollah dans la Bekaa. Par ailleurs, le « parti de Dieu » est mis à mal au cœur de son fief de la banlieue sud de Beyrouth,

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Carte 2



Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

où il subit depuis 2013 des attaques perpétrées notamment par les brigades Abdallah Azzam (responsables de l'attentat contre l'ambassade iranienne en novembre 2013), et par l'État islamique. Ce dernier est à l'origine d'une dizaine d'attaques à Beyrouth, y compris de l'opération kamikaze du 13 novembre 2015 qui a fait une quarantaine de victimes. Le Hezbollah n'arrive donc plus à protéger son périmètre de contrôle et subit des attaques également dans les zones chiites de la Bekaa. Il paraît particulièrement vulnérable au moment où il essuie de lourdes pertes en Syrie (environ 1 500 morts sur plus de 5 000 combattants mobilisés).

Quelle progression pour l'État islamique au Liban ?

Le développement progressif de l'État islamique au Liban représente une menace majeure pour le pays. Pour certains observateurs (Alami, 2015), le poids de l'État islamique serait en nette progression depuis quelques mois, au point de concurrencer l'assise de Jabhat Al-Nusra et des autres groupes islamistes radicaux. L'organisation a d'ailleurs témoigné de sa volonté d'étendre son califat jusqu'à la Méditerranée, en s'appuyant notamment sur le nord du Liban et en passant par l'axe Homs-Tripoli. Le contrôle par les forces du régime syrien des localités de Yabrud, Qarah, Hisya et Homs est ainsi fondamental pour assurer le lien entre Damas et la côte méditerranéenne, et empêcher l'État islamique de faire sauter le verrou avec les espaces qu'il occupe dans la région de Palmyre. Pour l'heure, le Qalamoun reste majoritairement sous contrôle du Hezbollah. La présence de l'État islamique y est très résiduelle, par rapport aux autres groupes rebelles (groupes dits « modérés » et Jabhat Al-Nusra). En dépit de la présence de combattants de l'État islamique autour d'Ersal, de Ras Baalbek, dans le nord du pays et dans certains camps de réfugiés palestiniens, l'ambition de conquête territoriale du Liban par l'EI relève de la fiction.

En revanche, l'implication de l'EI dans des attentats confirme sa volonté d'étendre ses actions terroristes au Liban. Le factionnalisme et les intérêts opportunistes des salafistes radicaux libanais facilitent le développement et les activités de l'EI. Même si le mouvement n'a pas encore le monopole de l'activisme djihadiste au Liban et s'il a essuyé quelques pertes en 2015 (arrestations d'Omar Ghannoum, recruteur pour l'EI, et d'Ibrahim Al-Atrash, impliqué dans la prise d'otage d'Ersal), il imprime durablement sa marque et devrait continuer de menacer le Liban (Hoover, 2015).

***

Le pourrissement du conflit syrien devrait être déterminant dans l'exacerbation des tensions communautaires entre sunnites et chiites et dans le développement de la nébuleuse salafiste djihadiste libanaise.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Terreau favorable aux logiques miliciennes, le Liban offre un cadre propice au développement djihadiste, qu'il s'agisse de l'État islamique, d'Al-Qaïda ou de groupes armés locaux. De son côté, la Jordanie, épargnée depuis 2006 par les violences djihadistes, devrait être confrontée à une menace accrue. En dépit de l'effort sécuritaire pour contrôler en interne les réseaux islamistes et protéger les frontières, il est peu probable qu'Amman parvienne à éviter les attaques terroristes. Sans aller jusqu'à un niveau de violences et d'affrontements observables actuellement au Liban, la Jordanie pourrait tôt ou tard redevenir une terre de djihad, notamment pour les combattants actuellement engagés en Syrie et en Irak. La question du retour des djihadistes dans leur pays devrait finir par se poser en fonction de l'évolution du conflit syrien et de l'avenir de l'EI. Qu'il s'agisse du Liban ou de la Jordanie, ces retours de djihadistes aguerris constitueront un facteur de déstabilisation important pour les pouvoirs en place.

Mots clés
Djihadisme
État islamique
Liban
Jordanie

ACTUALITÉS
Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Abou Zeid M., « The Emerging Jihadist Threat in Lebanon », *Carnegie Endowment for International Peace*, 28 janvier 2015, disponible sur : <http://carnegie-mec.org>.

Abou Amer A., « Palestinian Refugee Camp in Lebanon Becomes Battlefield for Fatah-Islamist Conflict », *Al Monitor*, 4 septembre 2015, disponible sur : <www.al-monitor.com>.

Abou Rumman M., Abu Hanieh H., *The Islamic Solution in Jordan: Islamists, the State and the Ventures of Democracy and Security*, Amman, Friedrich Ebert Stiftung, 2013, p. 311-320.

Alami M., « The Rise of ISIS in Lebanon », *Atlantic Council*, 2 décembre 2015, disponible sur : <www.atlanticcouncil.org>.

Alami M., « Jordan's Salafists switch allegiance to IS », *Al Monitor*, 20 avril 2015, disponible sur : <www.al-monitor.com>.

Caillet R., « Liban: un état des lieux du salafisme », *Religioscope*, 21 mars 2013, disponible sur : <http://religion.info>.

Caillet R., « Note sur l'espace public salafien Jordanien », *Villes, pratiques urbaines et construction nationale en Jordanie*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 2011 disponible sur : <http://books.openedition.org>.

Gade T., « Sunni Islamists in Tripoli and the Asad regime 1966-2014 », Syria Studies, 7.2, avril 2015, p. 20-65.

Gade T., « Conflit en Syrie et dynamiques de guerre civile à Tripoli, Liban », *Maghreb-Machrek*, n° 218, 2013/4, p. 61-84.

Hoover P., « The Evolution of Sunni Jihadism in Lebanon since 2011 », *Terrorism Monitor*, vol.13 (21), 30 octobre 2015.

Philip Ma'ayeh S., « Jordanian Jihadists Active in Syria », *CTC Sentinel*, vol. 6 (10), octobre 2013.

Rougier B., « Fatah al-Islam, une nébuleuse tentaculaire déterritorialisée », *Pour la Palestine*, n°54, 5 septembre 2007.

Rougier B., *L'Oumma en fragments. Contrôler le sunnisme au Liban*, Paris, PUF, 2011.

Schenker D., « Salafi Jihadists on the Rise in Jordan », *Washington Institute for Near East Policy*, 5 mai 2014.

Sowel Kirk H., « Jordanian Salafism and the Jihad in Syria », *Hudson Institute*, 12 mars 2015.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)